L.233/1

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Instruction publique le 7 mars 1949 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent modifiant les articles 54, 55, 57 et 60 de l'arrêté du Régent du 10 mars 1947 et se rapportant tout spécialement à l'admission des postes de direction dans les écoles techniques agréées, a donné en sa séance du 11 mars 1949 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, verzocht door de Minister van Openbaar Onderwijs op 7 Maart 1949, hem van advieste dienen over een ontwerp van besluit van de Regent houdende wijziging van de artikelen 54, 55, 57 en 60 van het besluit van de Regent van 10 Maart 1947 en in het bijzonder betrekking hebbend op detoetaling tot de directieposten in de aangenomen technische scholen, heeft ter zitting van 11 Maart 1949 het volgend advies gegeven:

Le Conseil d'Etat propose pour le projet d'arrêté qui lui est soumis l'intitulé suivant :

Arrêté du Régent modifiant certaines dispositions de l'arrêté du Régent du 10 mars 1947 relatives à l'agréation des emplois de direction dans les institutions agréées de l'enseignement technique et agricole.

Pour des raisons de concordance générale le Conseil d'Etat est d'avis de ne pas introduire dans le préambule des considérants énonçant simplement l'objet de l'arrêté sans apporter de justification.

Le préambule ne fait pas mention de l'exécution de l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948 règlant les attributions du Comité du budget mais le texte est suivi de la signature du Ministre des Finances sous le mot "vu".

Le Conseil d'Etat est d'avis que ce mot "vu" n'a aucune justification légale.

Pour se conformer aux articles 15 et 17 de l'arrêté du 15 décembre 1948 susdit le préambule devrait porter la mention :"vu l'autorisation du Comité du budget en date du 19 janvier 1949."

Le Conseil d'Etat signale cette formalité sans donner un avis sur sa valeur juridique et les éventuelles conséquences de son omission.

Sous réserve de l'observation ci-dessus le Conseil d'Etat propose pour des raisons générales de concordance et de clarté diverses modifications de forme qui résultent du texte suivant :

Arrêté du Régent modifiant certaines dispositions de l'arrêté du Régent du 10 mars 1947 relatives à l'agréation des emplois de direction dans les institutions agréées de l'enseignement technique et agricole.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté du Régent du 10 mars 1947, déterminant : I les bases d'octroi et l'affectation des subventions; II les dispositions concernant les congés de maladie et la mise en disponibilité; III le barème des traitements et les modalités d'application; IV les populations scolaires minima; V l'âge de recrutement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Instruction publique,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :
NOUS AVONS

Article 1er.-

L'article 54 de l'arrêté du Régent du 10 mars 1947 est remplacé par la disposition suivante :

" Article 54 : Lorsqu'une institution groupe deux ou plusieurs écoles de plein exercice classées dans des catégories différentes de l'enseignement technique ou agricole, sa direction, quelle que soit la population scolaire totale est assurée sans supplément de traitement par un seul directeur. La rémunération de celui-ci est celle du directeur de l'école du degré le plus haut, à condition que ses titres justifient cette assimilation. Un directeur, sans classe, est admis dès que la population de l'ensemble atteint le minimum prévu pour la catégorie supérieure, compte tenu éventuellement des dispositions de l'article 55."

Article 2.-

L'article 55 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 55 -

§ 1er.- Dans les institutions énumérées à l'article 1er, A, 3°, 4°, 6°, 7°, et C, 1°, 2°, 3° et 5°, de l'arrêté royal du 10 juillet 1933, un directeur sans classe, peut être admis par le Ministre de l'Instruction publique, si la population scolaire de l'école ou du groupe d'écoles, compte au moins 120 élèves.

Pour les institutions comptant moins de 120 élèves, un directeur peut être admis par le Ministre de l'Instruction publique avec bénéfice du traitement de la fonction exclusive :

a) dans les établissements comptant de 80 à 119 élèves, s'il assure au moins 10 heures d'enseignement par semaine;

b) dans les établissements comptant de 60 à 79 élèves, s'il assure au moins 15 heures d'enseignement par semaine.

§ 2.- Dans les autres institutions de pleine exercice énumérées à l'article 1er, A et C de l'arrêté royal du 10 juillet 1933, un directeur sans classe peut être admis par le Ministre de l'Instruction publique, si la population scolaire de l'école ou du groupe d'écoles compte au moins 75 élèves. Pour les institutions comptant moins de 75 élèves, un directeur peut être admis par le Ministre de l'Instruction publique avec bénéfice du traitement de la fonction exclusive pour autant qu'il assure une charge d'enseignement au moins égale à 50 p.c. du nombre d'heures fixé pour la fonction exclusive du personnel enseignant de la catégorie.

§ 3.- Pour toutes les institutions précitées lorsque les conditions ci-dessus déterminées pour l'octroi du traitement de la fonction exclusive ne sont pas remplies, il est attribué au chargé de direction un traitement égal à 20 p.c. du minimum du barème du directeur, sauf pour les écoles classées C 5, comptant moins de 60 élèves, où l'indemnité de chargé de direction est déterminée par les arrêtés fixant les barèmes."

Article 3.-

L'article 57 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 57 - Lorsqu'une institution groupe deux ou plusieurs écoles du soir classées dans des catégories différentes, la direction, quelle que soit la population scolaire totale, en est assurée par un seul directeur."

Article 4.-

L'article 60 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 60 - Dans les écoles ci-après, la rémunération d'un sous-directeur peut être admise par le Ministre de l'Instruction publique lorsque la population scolaire dépasse les chiffres ci-dessous :

A.1	: Ecoles spéciales d'ingénieurs techniciens et Ecoles techniques supérieures :	200 élèves
A.2	: Ecoles techniques secondaires :	300 élèves
A.3	: Ecoles professionnelles :	600 élèves
A.3 et A.4	: Ecoles professionnelles et ateliers d'apprentissage réunis :	600 élèves

Si la population scolaire de chacune de ces diverses écoles groupées en une seule institution, ne justifie pas la désignation d'un sous-directeur dans l'une d'elles, un sous-directeur peut être admis pour l'ensemble si la population totale atteint 400 élèves.

Ce nombre est porté à 500 lorsqu'une institution groupe, outre des écoles techniques A 1, A 2, A 3 et A 4, une ou plusieurs écoles de commerce A 6.

Lorsqu'une institution groupe uniquement des écoles de commerce A 6/1, A 6/2, A 6/3, un sous-directeur peut être admis si la population scolaire de cet ensemble atteint 600 élèves.

Le traitement du sous-directeur est celui du sous-directeur de l'école du degré le plus haut, à condition que ses titres justifient cette assimilation.

Article 5.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1949.

Article 6.-

Le Ministre de l'Instruction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre de l'Instruction publique,

Le Ministre des Finances,

De Raad van State stelt voor de volgende titel te geven aan het ontwerp van besluit, dat hem voorgelegd wordt:

Besluit van de Regent tot wijziging van sommige bepalingen van het besluit van de Regent van 10 Maart 1947, betreffende de erkenning van de leidende betrekkingen in de erkende inrichtingen van technisch en landbouwonderwijs.

Terwille van de algemene overeenstemming, meent de Raad van State dat in de inleiding geen overwegingen moeten voorkomen, die alleen het voorwerp van het besluit opgeven, zonder het te verantwoorden.

In de inleiding wordt geen melding gemaakt van de uitvoering van het besluit van de Regent van 15 December 1948 houdende regeling van de ambtsbevoegdheden van het Begrotingscomité, doch na de tekst volgt de handtekening van de Minister van Financiën, onder

.../...

de woorden: " Mij bekend".

De Raad van State, is van mening dat de woorden "Mij bekend" wettelijk niet te verantwoorden zijn.

Overeenkomstig de artikelen 15 en 17 van het bovengenoemd besluit van 15 December 1948, zou in de inleiding de melding moeten staan:"gelet op de machtiging van het Begrotingscomité van 19 Januari 1949".

De Raad van State wijst op deze formaliteit, zonder over haar juridische waarde noch over de eventuele gevolgen van het verzuim te adviseren.

Onder voorbehoud van de hierboven geformuleerde opmerking, stelt de Raad van State, duidelijkheidshalve en terwille van de algemene overeenstemming, verschillende wijzigingen aan de vorm voor, die in de hiernavolgende tekst opgegeven zijn:

Besluit van de Regent tot wijziging van sommige bepalingen van het besluit van de Regent van 10 Maart 1947, betreffende de erkenning van de leidende betrekkingen in de erkende inrichtingen voor technisch-en landbouwonderwijs.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL

Gelet op het besluit van de Regent van 10 Maart 1947 tot vaststelling: I der grondslagen en der bestemming van de toelagen; II der bepalingen omtrent de ziekteverloven en de terbeschikkingstelling; III der weddeschalen en der toepassingsmodaliteiten; IV van de minimum-schoolbevolking; V van de minimum-aanwervingsleeftijd;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van de Minister van Openbaar Onderwijs,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Artikel 54 van het besluit van de Regent van 10 Maart 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 54 : Wanneer een inrichting twee of meer scholen met volledig leerplan groepeert, die in verschillende categorieën van het technisch of landbouwonderwijs gerangschikt zijn, dan wordt, welke ook de totale schoolbevolking zij, de leiding ervan zonder bijwedde, door één enkele bestuurder waargenomen. Zijn wedde is gelijk aan die van de bestuurder der school met de hoogste graad, op voorwaarde, dat zijn bekwaamheidsbewijzen deze gelijkstelling wettigen. Een bestuurder zonder klas wordt aangenomen zodra de schoolbevolking in haar geheel het voor de hoogste categorie bepaalde minimum bereikt, gebeurlijk rekening houdend met de bepalingen van artikel 55".

Artikel 2.-

Artikel 55 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 55 :

§ 1.- In de inrichtingen, welke in artikel 1, A, 3°, 4°, 6°, 7°, en C, 1°, 2°, 3° en 5° van het koninklijk besluit van 10 Juli 1933 opgesomd zijn, mag door de Minister van Openbaar Onderwijs een bestuurder zonder klas toegelaten worden, indien de bevolking van de school of van de groep scholen, ten minste 120 leerlingen telt.

Voor de inrichtingen met minder dan 120 leerlingen kan door de Minister van Openbaar Onderwijs een bestuurder met genot van de wedde voor een enige betrekking toegelaten worden :

a) in de instellingen met 80 à 119 leerlingen indien hij ten minste 10 u. onderwijs per week verstrekt;
b) in de inrichtingen met 60 à 79 leerlingen, indien hij ten minste 15 u. onderwijs per week verstrekt.

§ 2.- In de andere inrichtingen met volledig leerplan, opgesomd in artikel 1 A en C van het koninklijk besluit van 10 Juli 1933, mag door de Minister van Openbaar Onderwijs een bestuurder zonder klas toegelaten worden, indien de bevolking van de school of van de groep scholen ten minste 75 leerlingen telt. Voor de inrichtingen, die minder dan 75 leerlingen tellen, mag door de Minister van Openbaar Onderwijs een bestuurder met het genot van de wedde van een enige betrekking aangenomen worden, voor zover hij een aantal uren onderwijs verstrekt dat gelijk is aan ten minste 50 t.h. van het aantal uren, dat vastgesteld is voor de enige betrekking voor het onderwijzend personeel van deze categorie.

§ 3.- Voor al de voornoemde inrichtingen wordt, indien de hoger bepaalde voorwaarden van toekenning der wedde voor de enige betrekking niet vervuld zijn, aan de persoon, die met het bestuur belast is, een wedde verleend die gelijk is aan 20 t.h. van het minimum van de weddeschaal van de bestuurder, behalve voor de scholen onder C.5 gerangschikt, die minder dan 60 leerlingen tellen, waar de vergoeding voor het bestuursambt bepaald wordt door de besluiten die de weddeschalen vaststellen".

Artikel 3.-

Artikel 57 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 57.-

Wanneer een inrichting twee of meer scholen voor avondonderwijs groepeert, die in verschillende categorieën gerangschikt zijn, dan wordt de leiding ervan door één enkele bestuurder waargenomen, welke ook de totale schoolbevolking zij".

Artikel 4.-

Artikel 60 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 60.-

In de hierna vermelde scholen mag de bezoldiging van een onderbestuurder toegelaten worden door de Minister van Openbaar Onderwijs, wanneer de schoolbevolking de volgende cijfers overschrijdt :

.../...

A.1 : Bijzondere scholen voor technische ingenieurs en hogere technische scholen : 200 leerlingen.

A.2 : Middelbare technische scholen : 300 leerlingen.

A.3 : Vaksoholen : 600 leerlingen.

A.3 en A.4. : Vaksoholen en leerwerkplaatsen verenigd : 600 leerlingen.

Zo de schoolbevolking van ieder dezer verschillende scholen in één inrichting gegroepeerd, de aanstelling van een onderbestuurder in één van die scholen niet wettigt, dan mag een onderbestuurder aangenomen worden, voor het geheel, zo de totale schoolbevolking 400 leerlingen bereikt.

Dit getal wordt op 500 gebracht, wanneer een inrichting, benevens de technische scholen A.1, A.2, A.3 en A.4, een of meer handelsscholen A.6 groepeert.

Indien een inrichting uitsluitend handelsscholen A.6/I-A.6./2 en A.6./3 groepeert, mag een onderbestuurder aangenomen worden, indien de schoolbevolking van dit geheel 600 leerlingen bereikt.

Deze onderbestuurder geniet dezelfde wedde als de onderbestuurder der school met de hoogste graad, op voorwaarde dat zijn bekwaamheidsbewijzen die gelijkstelling wettigen.

Artikel 5.-

Dit besluit treedt 1 September 1949 in werking.

Artikel 6.-

De Minister van Openbaar Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

Vanwege de Regent :

De Minister van Openbaar Onderwijs,

De Minister van Financiën,

L.233/1

Etaient présents:	Waren aanwezig:
Messieurs: V. DEVAUX, conseiller d'Etat,	président
De Heren: raadsheer van State,	voorzitter
M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat
G. HOLOYE,	raadsheren van State
E. VAN DIEVOET,	assesseurs de la section de législation
P. COART-FRESART,	bijzitters bij de afdeling wetgeving
G. PIQUET, greffier adjoint,	greffier
adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT- DE VOORZITTER,